

Il n'y a donc aucun espoir de négociation en vue. C'est l'impasse totale et le conflit semble bien parti pour durer.

Ce même soir, la commission exécutive de la C.G.T. se réunit pour examiner la situation. Après de longues discussions, elle sort un communiqué laconique qui « **soutient l'exigence des syndicats de la R.A.T.P. d'ouverture immédiate de négociations** », condamne l'intransigeance du gouvernement. Mais elle pense déjà à la « **nécessité du soutien de l'opinion publique** » et parle de « **rechercher une tactique correspondante** ». La Fédé des Transports, l'UR et l'UD transmettront... C'est voilé mais c'est clair : la direction de la CGT commence à s'inquiéter.

On ne sait pas — et pour cause — ce qui fut discuté à cette réunion. Mais tout laisse supposer que la direction de la C.G.T. commence à s'inquiéter sérieusement de la tournure que prennent les événements.

Elle qui avait marqué clairement dès la rentrée sa volonté de ne pas se lancer dans des luttes dures et prolongées ; elle qui l'avait mise en pratique à la S.N.C.F., à Evian et lors de la grève des enseignants ; elle qui mettait tous ses efforts à s'intégrer dans les mouvements du vaste ballet de l'Union de la Gauche, et voyait dans l'accord C.G.T. - C.F.D.T. des propositions « **qu'un gouvernement d'Union démocratique s'empresserait de prendre pour base de sa politique sociale** » (4); voilà cette direction qui se retrouve avec sur les bras une grève du métro qu'elle n'a pas souhaitée et qui paralyse toute la capitale.

Alors qu'elle pouvait choisir mille autres terrains de lutte, la voilà entraînée dans une grève dont elle n'a pas le contrôle et qui commence à prendre de plus en plus nettement le caractère d'une épreuve de force avec le gouvernement. Tous les travailleurs ont les yeux tournés vers ce qui se passe avec la Régie. Une partie de la presse commence nettement à essayer de dresser les usagers contre les grévistes...

Mais l'affaire est déjà trop engagée : il n'est plus possible de faire machine arrière.

Jeudi
7
Octobre

◆ La grève se durcit. Le mouvement est toujours aussi largement suivi (9 trains en circulation). Les grilles des stations sont fermées. Les conducteurs commencent à envisager l'idée d'un conflit prolongé.

Les journaux du matin et la radio ont continué leur campagne de plus belle : interviews d'usagers hostiles à la grève, attaques contre les conducteurs, ces « **travailleurs privilégiés** » qui ne travaillent que « **36 heures** » par semaine et gagnent « **240.000F par mois** ». Tout y passe. Le gouvernement et ceux qui le servent ne s'embarrassent pas sur le choix des moyens.

En face, un léger mouvement de solidarité avec la grève semble se dessiner :

Ainsi, l'Union du Syndicat des Métaux CGT de la région parisienne (U.S.T.M.) invite ses militants à « **informer les travailleurs de la responsabilité du pouvoir** ». « **Ils exigeront, partout où cela se présente, le paiement des heures perdues en raison de la grève du métro** ». Ce communiqué constitue un geste très limité, mais il peut être interprété à ce moment comme un premier pas vers une solidarité active avec les grévistes du métro. Le jeudi soir, vers 18 heures, une quarantaine de militants de la Ligue Communiste vendent massivement le journal Rouge à la gare St Lazare, en lançant des mots d'ordre de solidarité aux grévistes. Des

(4) Salini, l'Humanité, 7 septembre 71